

Eric Ciotti : « Sarkozy veut passer à un autre modèle »

Le député azuréen devrait être le porte-parole de campagne de l'ancien Président. Il défend un projet basé sur l'autorité, l'identité et la liberté économique pour plus de pouvoir d'achat

Son programme a, au minimum, le mérite de la transparence. C'est un projet d'essence résolument autoritaire et libérale que Nicolas Sarkozy esquisse dans l'ouvrage qui paraît ce matin, *Tout pour la France* (chez Plon).

Réduction drastique de l'immigration, durcissement de la loi sur le port du voile, suppression des menus de substitution, naturalisation soumise à dix ans de résidence sur le territoire au lieu de cinq actuellement, création de centres de détention préventive, abaissement de la majorité pénale à 16 ans, temps de travail déterminé librement dans chaque entreprise, allocations chômage réduites de 20 % au bout de douze mois puis 40 % après dix-huit mois, retraite repoussée à 64 ans en 2025, baisse de 10 % de toutes les tranches d'impôt et suppression de l'ISF, successions en ligne directe exonérées jusqu'à 400 000 euros (contre 100 000 aujourd'hui)...

Les propositions de Nicolas Sarkozy lui ressemblent et ne font pas dans la demi-mesure. En un mot, elles sont clivantes : aussi propices à séduire sa famille politique qu'à effaroucher un électorat plus modéré. Eric Ciotti, qui devrait être nommé porte-parole de la campagne ces prochains jours, assume cette ligne très musclée, qu'il a largement inspirée pour la partie régalienne. Et défend une vision économique libérale qui se veut porteuse de pouvoir d'achat.

Ce programme de Nicolas Sarkozy, c'est à droite toute...

C'est un programme dans lequel je me retrouve intégralement. Nicolas Sarkozy s'appuie sur cinq piliers : l'identité, la vérité, l'autorité, la compétitivité et la liberté. Il dit très clairement que l'identité et l'autorité occuperont une place majeure dans son projet. Celui-ci apporte des solutions concrètes aux menaces qui nous entourent, en matière terroriste ou de désagrégation de notre modèle national. Nicolas Sarkozy a aussi repris des idées que j'avais portées, comme l'interdiction des signes religieux à l'université et dans l'entreprise, le fait qu'un étranger ne pourra bénéficier d'une allocation sociale qu'après un délai de résidence de cinq ans. Sur ce défi de l'identité, il va très loin. Idem sur l'autorité, avec le rétablissement d'une Cour de sûreté de l'État, la création de 20 000 places de prison, des peines plancher exponentielles qui augmenteront en fonction du nombre de délits...

Supprimera-t-il le droit du sol, comme vous l'avez souhaité ?

Nicolas Sarkozy reste sur le principe du droit du sol, mais en restreignant fortement son automaticité. D'abord en évitant que les enfants d'étrangers entrés en France en situation irrégulière et nés en France deviennent automatiquement français à leur majorité. Ensuite,



Eric Ciotti est appelé à porter la parole du candidat. (DR)

quelqu'un qui a commis avant sa majorité des crimes ou des délits en France pourra se voir refuser la nationalité, actuellement automatique à dix-huit ans.

Sur le plan économique, le projet est très libéral. Peut-il séduire au-delà de votre camp ?

Ce projet renoue avec les valeurs de la droite et du centre. Mais pas que. C'est un projet de liberté économique, avec d'importants allègements d'impôts, la baisse dès 2017 des taux d'impôt sur le revenu, l'allègement de la fiscalité sur le capital, la quasi-disparition des droits de succession pour la transmission d'entreprise, l'exonération des droits de succession qui concernera toutes les classes moyennes. Il s'agira donc d'un véritable contre-choc fiscal autour d'une diminution significative des impôts pour les

ménages et des charges pour les entreprises, avec une exonération totale des charges au niveau du Smic. Toute charge patronale sera également supprimée pour les emplois familiaux et la fiscalité de l'épargne allégée. Nicolas Sarkozy porte une volonté de liberté économique extrêmement forte. Cette liberté passe aussi par la négociation du temps de travail au sein de l'entreprise. Mais, notamment dans la fonction publique, où la durée de travail passera à 37 h, il a aussi un regard sur le pouvoir d'achat, puisque les 37 h seront payées 37 h et on reviendra à l'exonération des heures supplémentaires qui avait donné un gain de pouvoir d'achat correspondant à un 13^e mois à neuf millions de Français. Il y a donc aussi cette dimension sociale qui est importante. La politique fiscale sera au service de l'emploi. Ce n'est pas un programme tout libéral, c'est un programme de liberté soucieux de redonner du pouvoir d'achat.

Le défi de Nicolas Sarkozy est d'incarner le renouveau, alors que les Français semblent avoir envie de têtes nouvelles...

Le renouveau est sur le fond. Nicolas Sarkozy veut passer à un autre modèle, c'est peut-être sa différence avec Alain Juppé, qui considère qu'on peut amender le cadre législatif actuel. Une des mesures les plus fortes est ainsi la suspension du regroupement

familial qui a généré depuis 1976 tant de difficultés qu'on connaît, en permettant à des immigrés de venir en France sans qu'on ait la capacité de les intégrer. Quand il propose cela, quand il propose un nouveau Schengen, quand il propose de revenir sur certaines contraintes européennes, Nicolas Sarkozy trace un cap totalement nouveau. Le renouveau passe par les idées et passera ensuite par une nouvelle génération autour de François Baroin ou Laurent Wauquiez. Enfin, il y aura une méthode de consultation directe des Français par référendum, et un échéancier. C'est le pilier de la vérité : tout dire avant pour tout faire après. Tout sera sur la table, y compris des mesures difficiles comme l'augmentation de l'âge de la retraite ou la diminution de 300 000 fonctionnaires pour compenser le contre-choc fiscal.

Qu'est-il prévu concernant le cumul des mandats ?

De diminuer d'un tiers le nombre de parlementaires. Et, en contrepartie, d'autoriser les élus à exercer à la fois un mandat parlementaire et un mandat local, sans limitation dans le temps [donc de revenir sur le non-cumul qu'imposerait la loi en 2017, ndr]. Au final, le projet de Sarkozy redéfinit un modèle de société bâti sur la nation. Pour moi, c'est la dernière chance d'éviter le déclin de notre pays.

RECUEILLI PAR TH. PRUDHON